

Commune de Saint-Mihiel

date de dépôt : 09 mars 2026
demandeur : OLLAND Alexandre
pour : remise en peinture de la façade
adresse terrain : 3 RUE de la Prairie
à Saint-Mihiel (55300)

ARRÊTÉ N° 44/2026 -URB
de non-opposition à une déclaration préalable
au nom de la commune de Saint-Mihiel

Le Maire de Saint-Mihiel,

Vu la déclaration préalable présentée le 09 mars 2026 par Monsieur OLLAND Alexandre demeurant 3 RUE de la Prairie, Saint-Mihiel (55300) ;

Vu l'objet de la déclaration :

- pour remise en peinture de la façade ;
- sur un terrain situé 3 RUE de la Prairie, à Saint-Mihiel (55300) ;

Vu le code de l'urbanisme ;

Vu le Plan Local d'Urbanisme approuvé le 07 juin 2022 ;

Vu l'avis émis par l'Architecte des Bâtiments de France en date du 23 mars 2026 ;

ARRÊTE

Article Unique

Il n'est pas fait opposition à la déclaration préalable.

A SAINT-MIHIEL, le 09/04/2026

Le Maire,




Le Maire,

Enrique BARROSO RODRIGUES

RECOMMANDATIONS

Le projet prévoit la mise en peinture d'une dépendance à l'architecture traditionnelle (enduit à la chaux, encadrement en brique, toiture terre cuite, etc).

→

Afin de respecter les caractéristiques architecturales et paysagères traditionnelles du contexte existant et assurer une intégration harmonieuse, le projet doit respecter les points suivants :

- Les peintures plastiques ou synthétiques (acryliques, polymères etc.) sont proscrites car inadaptées au bâti ancien et susceptibles d'être vecteurs de pathologies par leur caractère étanche (décollements, déséquilibre hygrométrique, destruction du bois et de la pierre). Il convient d'utiliser soit un enduit traditionnel minéral teinté dans la masse, soit un badigeon ou lait de chaux teinté, soit une peinture minérale micro-poreuse à base de chaux ou de silicates.
- Afin de ne pas créer de point d'appel visuel par le choix d'une teinte inadaptée à ce contexte urbain traditionnel, il convient de prévoir pour la façade une teinte beige clair à sable, afin de se rapprocher le plus possible des teintes d'enduits traditionnels à base de chaux et de sable local.
- La peinture sera légèrement (3 à 5 mm) en retrait par rapport au nu de tous les éléments de modénature en briques ou pierre (encadrements) qui resteront quant à eux apparents, sans mise en peinture.

La présente décision est transmise au représentant de l'État dans les conditions prévues à l'article L.2131-2 du code général des collectivités territoriales.

Date d'affichage en mairie de l'avis de dépôt de la déclaration préalable, le 09 mars 2026

Le (ou les) demandeur peut contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de sa notification. A cet effet il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr. Il peut également, dans un délai d'un mois à compter de la notification de la décision, saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou d'un recours hiérarchique le Ministre chargé de l'urbanisme ou le Préfet pour les arrêtés délivrés au nom de l'État. Le silence gardé pendant plus de deux mois sur ce recours par l'autorité compétente vaut décision de rejet. L'exercice d'un recours gracieux ou hiérarchique ne proroge pas le délai de recours contentieux.

Durée de validité de la déclaration préalable :

Conformément à l'article R.424-17 du code de l'urbanisme, et en application du décret n°2016-6 du 05 janvier 2016, l'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de 3 an(s) à compter de sa notification au(x) bénéficiaire(s). Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. En cas de recours le délai de validité de la déclaration préalable est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable.

Conformément aux articles R.424-21 et R.424-22, l'autorisation peut être prorogée deux fois pour une durée d'un an, sur demande de son bénéficiaire si les prescriptions d'urbanisme et les servitudes administratives de tous ordres auxquelles est soumis le projet n'ont pas évolué de façon défavorable à son égard. Dans ce cas la demande de prorogation est établie en deux exemplaires et adressée par pli recommandé ou déposée à la mairie deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité.

Le (ou les) bénéficiaire du permis / de la déclaration préalable peut commencer les travaux après avoir :

- installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet. Le modèle de panneau, conforme aux prescriptions des articles A. 424-15 à A. 424-19, est disponible à la mairie, sur le site internet urbanisme du gouvernement, ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux).

Attention : l'autorisation n'est définitive qu'en l'absence de recours ou de retrait :

- dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le (ou les) bénéficiaires du permis au plus tard quinze jours après le dépôt du recours.

L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers : elle a pour objet de vérifier la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle n'a pas pour objet de vérifier que le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.

Les obligations du (ou des) bénéficiaire de l'autorisation :

Il doit souscrire l'assurance dommages-ouvrages prévue par l'article L.242-1 du code des assurances.